

Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique sur le projet de renouvellement de l'autorisation ministérielle de Glencore pour la Fonderie Horne

À qui de droit,

Depuis la sortie du rapport de la Santé publique au printemps 2022, mon niveau d'anxiété a atteint un nouveau niveau. Ça a été reçu comme un « coup de poing » au visage pour plusieurs citoyens de Rouyn-Noranda, dont moi. De savoir qu'on s'est fait cachés toutes ces données importantes comme quoi il est dangereux pour notre santé, et surtout celle de nos enfants, de tout simplement **RESPIRER** à Rouyn-Noranda. Ça me sidère, littéralement.

Non seulement nous avons appris tous les effets néfastes des émanations de la Fonderie Horne, mais encore pire, nous avons compris que ces données étaient connues depuis de nombreuses années et nous ont été cachées. Il y a bien longtemps que j'ai compris que l'argent est le moteur économique de notre société nord-américaine *pourrie* par le capitalisme. Par contre, de savoir que l'économie prime sur la **santé**, ça, je n'arrive pas à le concevoir. L'argent semble avoir beaucoup plus de valeur que la santé de la population aux yeux de nos dirigeants. La preuve, c'est qu'ils les ferment toujours lorsqu'on leur montre des données concrètes : enfants qui naissent prématurément, bébés de petits poids, plus de risques de développer des cancers, taux anormalement élevé de maladies respiratoires, etc...

Mais, qu'est-ce qu'il répète toujours, *Papa Legault* : « les risques sont minimes ». Ah bon. Ce n'est pourtant pas le cri du cœur qu'on entend d'une grande majorité de professionnels de la Santé et des experts en environnement.

Je suis allée à la Consultation du MELCC pour le renouvellement de l'autorisation ministérielle de Glencore. J'y suis ressortie encore plus inquiète que je l'étais déjà. Des intervenants fâchés, des médecins épuisés de devoir faire des efforts constants pour ouvrir les yeux de nos dirigeants, DES regroupements de professionnels qui exigent tout simplement le respect des normes, des payeurs de taxes qui ne comprennent pas le silence et l'inaction de tous les dirigeants de l'État depuis 1979... Sans parler de la division que c'est en train de créer au sein de notre communauté. Des conflits qui ne devraient pas exister. Des chicanes qui devraient être évitées. « *Notre* » Premier Ministre n'aurait jamais dû mettre le sort économique de notre ville entre les mains des citoyens. Ça ne devrait pas être de notre ressort. C'est aux dirigeants d'imposer les lois, de faire respecter les règles et les normes.

Et petit rappel que le Gouvernement du Québec n'a pas hésité à décréter l'État d'Urgence Sanitaire en 2020, pour l'ensemble des Québécois. Je ne comprends pas pourquoi le même geste n'a pas encore été posé pour sauver la population de Rouyn-Noranda?! Ça devrait suffire, le « droit acquis » de Glencore de polluer à ce niveau. On est en crise climatique mondiale!! Un État d'urgence permettrait de passer outre ce maudit droit acquis, et serait sûrement en mesure d'ENFIN faire respecter les lois à cette multinationale!

J'ai déjà travaillé pour le Gouvernement du Québec. Je sais pertinemment qu'il y a énormément de départements *inutiles* dans votre organigramme. Travailler pour le Gouvernement, c'est transférer des informations d'un département à l'autre, se renvoyer la balle entre les trop nombreuses directions, faire suivre des requêtes ministérielles qui passent entre les mains de dizaines de directions, faire des consultations qui sont rarement prises en compte... On dirait même que vous n'écoutez pas vos propres employés de l'État! Dans le système de la Santé, il y a des dizaines de milliers d'employés qui sont eux-mêmes en arrêts maladie! Et je suis certaine qu'une grande partie de ces arrêts, c'est pour des troubles de santé mentale. Les syndicats représentants VOS travailleurs font pratiquement tous des pressions pour que leurs demandes soient respectées. Le système d'éducation est en train de s'écrouler. Vos employés sont à bout de souffle! Plus de 60% de la population n'a pas voté pour « continuer », ce n'est sûrement pas pour rien...

Quand est-ce que l'État se souciera suffisamment de la **SANTÉ** pour exiger le respect des normes québécoises? Si elles ont été établies par la Santé Publique, c'est fort probablement parce qu'au-delà de ce taux, il y a des risques pour notre santé, non? Pourquoi est-ce qu'on dirait oui à l'atteinte, seulement dans 5 ans, d'une limite 5x plus élevée que la norme? Elle est où la logique? Si on ne peut pas se fier sur Glencore, si on ne peut pas compter sur la Santé publique et si on ne peut pas faire confiance non plus au Gouvernement, il nous reste quoi?

Glencore paie des coupons de lavage et de peinture de voitures pour les résidents du quartier Notre-Dame depuis très très longtemps. Quand est-ce qu'ils paieront pour la décontamination de nos organes? Ça ne devrait pas compter plus dans la balance que nos moyens de transport? Pourquoi je dois passer mes soirées à m'informer, à faire des recherches, à essayer d'ouvrir les yeux à mes concitoyens (*ce qui, en passant, crée énormément de conflits!*), à me déplacer pour des consultations publiques, des marches, déposer des mémoires... Voyons donc! Ce n'est pas le travail de nos dirigeants, de s'assurer de faire appliquer les lois? Vous n'êtes pas supposés de protéger la population? Et j'y ai aussi appris autre chose d'aberrant, lors de la Consultation Publique : quel est le coût annuel que Glencore doit déboursier pour avoir le droit de nous polluer? En 2021, c'est 200 000\$. Alors qu'ils ont fait des milliards en profits, juste en 2021. Mon conjoint et moi en 2021, on a payé plus de 75 000\$ en impôts. Et on n'a même pas le droit de **RESPIRER**, sans causer des risques à notre santé. Je. Ne. Comprends. Pas.

Depuis le printemps, j'ai dû augmenter considérablement les doses de mes antidépresseurs, de 2 molécules différentes en passant, parce qu'une ne suffit plus pour absorber tout ce qui ne devrait pas depuis les 6 derniers mois (**et je ne parle pas seulement de métaux lourds, ici**). Je le répète : je dois me battre, auprès de l'État, auprès de mes proches, pour avoir le droit à la même qualité d'air que partout ailleurs au Québec.

Et je suis particulièrement inquiète quant à ma santé mentale. Tout ce qui sort depuis ce printemps est excessivement anxiogène. Le système de santé malade (et affecté jusqu'à la moelle) du Québec, c'est une vraie *joke*. Je fais partie des malheureux(es) qui ont des problèmes de santé et dont le système public québécois n'est pas en mesure de soutenir. Ça fait plus de 53-54 que je souffre de céphalées chroniques. Une dizaine de professionnels de la santé ont passé sur mon dossier, et à part me donner une quantité innombrable de prescriptions de médicaments de

toutes sortes, on ne prend pas le temps de chercher concrètement des solutions. Résultat : la dernière neurologue que j'ai consultée m'a tout simplement dit : « tu dois apprendre à vivre avec ». Génial. Maintenant, depuis presque 3 ans, j'ai également des troubles de santé mentale, comme environ 1 Québécois sur 2 (ça ne prend donc pas un génie pour comprendre que ça cloche ici aussi). Et bien, on m'a prescrit plusieurs antidépresseurs, de molécules différentes pour explorer plusieurs avenues (mais toujours uniquement au niveau des PILULES, jamais rien d'autre), mais mis à part quelques arrêts de travail, un changement d'emploi, etc., je ne vais toujours pas bien. J'ai eu la chance de voir un psychiatre récemment et il m'a assuré que ma médication n'était pas appropriée et j'avais un besoin urgent d'un suivi psychologique. Par contre, il m'a également confirmé que je n'aurais malheureusement pas droit d'en consulter un dans un avenir rapproché, puisque les demandes débordent depuis longtemps... Maintenant, je commence sérieusement à me demander si ce n'est pas tout simplement parce que je vis au Québec. Je ne comprends même pas le rôle du Gouvernement, même après y avoir travaillé. Va donc essayer de comprendre ce que je fais ici, au Québec.

Donc, rassurez-moi s.v.p., lorsque le Premier Ministre nous a mis toute cette pression sur les épaules, il avait prévu qu'on serait plusieurs à angoisser par rapport à son inaction, n'est-ce pas? J'espère qu'il a prévu de nombreuses ressources pour nous supporter mentalement, parce qu'avec ce qui est en train de se produire à Rouyn-Noranda, on est **PLUSIEURS** qui devront avoir recours à de l'aide psychologique. Mais les ressources au public étant indisponibles, j'espère qu'on ne nous laissera pas tout simplement encore tomber.

Je me suis établie à Rouyn-Noranda il y a déjà presque 53-54 , d'abord pour les études. J'y ai rencontré l'amour, amour que je partage toujours avec le même conjoint depuis plus de 53-54 . Étant tous les deux amoureux de notre belle région, nous avons choisi Rouyn-Noranda pour y fonder notre famille. La vie culturelle y est florissante, la population est généreuse et épanouie (du moins, elle l'était jusqu'à ce printemps...)... On y a acheté notre première maison, ensuite une deuxième. Nous avons tous les deux de bons emplois ici, et question que mon opinion soit valable, je ressens le besoin de préciser qu'on paie nous aussi beaucoup d'impôts, avec un revenu familial net de plus de 160K\$. Il me semble que nous devrions au minimum avoir droit à la même qualité d'air que partout ailleurs au Québec.

J'aime ma ville et je voudrais pouvoir y vivre sans danger. J'ai besoin de sentir que ma santé et celle des miens n'y sont pas menacées. La situation est actuellement insoutenable et doit changer. Le gouvernement doit défendre la population et exiger que Glencore – Fonderie Horne **respecte nos normes québécoises**, tel que le demandent également les médecins de Rouyn-Noranda.

Je ne veux pas concevoir que ce soit encore à la population de faire des sacrifices sur son droit à la SANTÉ, plutôt que Glencore, à son besoin maladif de faire des profits exorbitants.

Ce sont les raisons pour lesquelles je sou mets, dans le présent **mémoire**, mes demandes visant d'abord la protection de la santé de la population de ma ville :

- L'atteinte de la cible intermédiaire de concentration annuelle de 15 ng/m³ d'arsenic dans l'air d'ici un an. Considérant qu'il s'agit de la seule cible sécuritaire pour les populations vivant à proximité de la fonderie.
- Toujours concernant l'arsenic : l'atteinte de la norme provinciale de 3 ng/m³ par la Fonderie Horne **au plus tard** d'ici cinq ans. Nous avons droit à la même qualité d'air que partout ailleurs au Québec. C'est une question de santé et de justice.
- L'atteinte des normes provinciales pour les autres métaux (plomb, cadmium, nickel, etc.) dès la première année de l'autorisation ministérielle débutant en novembre 2022.
- Que des cibles maximales aux 8 heures soient identifiées par la santé publique. Une moyenne journalière cache des pics, il faut des mesures tous les jours et aux périodes concernées.
- La décontamination des sols dans tous les secteurs de la ville de Rouyn-Noranda qui ont été contaminés, d'ici 1 an. Si les normes de la qualité de l'air sont respectées à l'avenir, il s'agira des derniers travaux de ce genre que l'entreprise aura à faire.
- L'ajout de stations de mesures de la qualité de l'air sur tout le tour de la Fonderie (sur 360 degrés) avec des mesures journalières indépendantes.
- La surveillance de tous les métaux et contaminants au potentiel cancérigène ou nocif pour la santé (entre autres : arsenic, plomb, cadmium, nickel, particules fines, antimoine, chrome, etc.)
- Le suivi des particules fines (PM_{2,5}) afin de s'assurer du respect des normes en vigueur.
- Des études de biosurveillance de suivi pour l'exposition aux métaux et contaminants pour l'ensemble de la population de Rouyn-Noranda.
- L'accès public et gratuit aux données d'échantillonnage environnemental de la fonderie Horne de Glencore.

Je suis en désaccord avec le projet de renouvellement de l'autorisation ministérielle de Glencore. Cela met en péril ma santé et celle de mes enfants. En plus, c'est extrêmement anxiogène d'habiter un endroit où la main-d'œuvre et les touristes vont éviter comme la peste (*ou comme une Zone rouge Covid-19, si ça fait plus de sens pour vous*).

Je compte sur votre sens des responsabilités pour que ces demandes deviennent réalité afin que ma santé et celle des miens soient respectées. Nous comptons sur VOUS. Je vous en supplie,

PROTÉGEZ-NOUS.

Nom : 53-54

Adresse : 53-54

Code postal : 53-54

Adresse courriel : 53-54

53-54